

## ACTUALITÉS

### Tous à la défense de Cuba révolutionnaire !

- **Ne touchez pas à Cuba! Tout en oeuvre pour défendre Cuba révolutionnaire et ses dirigeants!**
  - **Cuba condamne l'accusation ignoble portée contre le leader de la Révolution**  
– *Déclaration du gouvernement révolutionnaire de Cuba* –
- **Le président cubain dénonce les manoeuvres politiques des États-Unis pour justifier une agression militaire contre Cuba**
- **L'Union des jeunes communistes appelle à une journée en l'honneur des 95 ans de Raul**
- **La souveraineté au banc des accusés : les accusations mensongères de Washington contre Raul Castro et la criminalisation du droit de Cuba à la légitime défense**  
– *Isaac Saney* –
- **Les conséquences brutales du blocus pétrolier des États-Unis**

---

### Tous à la défense de Cuba révolutionnaire !

## Ne touchez pas à Cuba! Tout en oeuvre pour défendre Cuba révolutionnaire et ses dirigeants!

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne la dernière provocation et menace en date de l'administration Trump à l'encontre de Cuba. Les accusations et l'acte d'accusation sans fondement portés contre le dirigeant révolutionnaire cubain, le général d'armée Raul Castro Ruz, et d'autres défenseurs de la révolution que les États-Unis n'ont pas réussi à transformer en agents anti-cubains, coïncident avec l'arrivée dans les Caraïbes du porte-avions USS *Nimitz*, que l'administration Trump utilise pour menacer Cuba et faire plier le pays sous la menace d'une invasion. Le PCC(M-L) dénonce l'escalade des menaces d'agression militaire contre Cuba visant à renverser son gouvernement et appelle tous les Canadiens et Québécois à se mobiliser pour soutenir Cuba, défendre le droit du peuple cubain de choisir son gouvernement et exiger la fin du blocus et

de toute ingérence étasunienne, ainsi que la fermeture de la base navale et du centre de détention de Guantanamo et la restitution de Guantanamo à Cuba.

Le PCC(M-L) appelle le gouvernement canadien à agir de manière responsable et à s'opposer aux menaces des États-Unis et à leur tentative d'étrangler Cuba en la privant de combustibles et de produits de première nécessité. Défendons la souveraineté de Cuba !

Le PCC(M-L) appelle les Canadiens et les Québécois à prendre au sérieux la menace d'agression militaire des États-Unis contre Cuba et à exiger que le gouvernement canadien ne se plie pas aux sanctions étasuniennes et prenne position contre la tentative de coller l'étiquette de « terroriste » à un dirigeant cubain. L'accusation est un prétexte à une action militaire visant à renverser un gouvernement dont le seul « crime » est de défier toutes les menaces provenant des États-Unis et de défendre sa souveraineté et la dignité du peuple cubain.



*Défendons Cuba révolutionnaire et ses dirigeants !*

*Ne touchez pas à Cuba !*



Edmonton, 19 avril 2026



## **Cuba condamne l'accusation ignoble portée contre le leader de la Révolution**

**– Déclaration du gouvernement révolutionnaire de Cuba, 20 mai 2026 –**

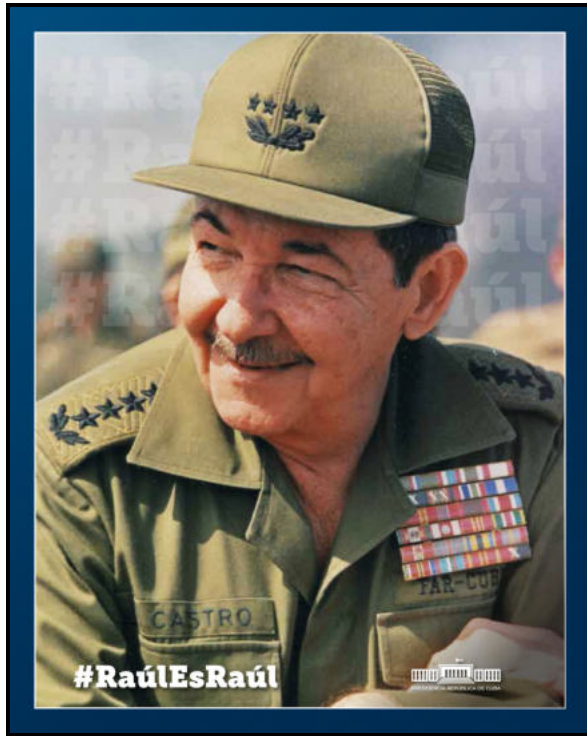
Le Gouvernement révolutionnaire condamne dans les termes les plus énergiques l'accusation grossière portée par le Département de la Justice des États-Unis, publiée ce 20 mai et relayée

pendant plusieurs semaines contre le général d'armée Raul Castro Ruz, leader de la Révolution cubaine.

Le gouvernement des États-Unis n'a ni la légitimité, ni la compétence pour agir de la sorte. Il s'agit d'un acte méprisable et infâme de provocation politique, qui repose sur la manipulation malhonnête de l'incident ayant conduit à la destruction dans l'espace aérien cubain, en février 1996, de deux avions exploités par l'organisation terroriste « Hermanos al Rescate (en anglais : Brothers to the Rescue ), basée à Miami, dont les violations répétées de l'espace aérien cubain à des fins hostiles étaient manifestement du domaine public.

Le gouvernement des États-Unis dénature également d'autres vérités historiques sur cet incident qu'il utilise comme prétexte. Il prend bien soin d'omettre, entre autres détails, les nombreuses plaintes formelles déposées par Cuba à l'époque auprès du Département d'État, de l'Administration fédérale de l'aviation des États-Unis (FAA) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), sur les plus de 25 violations graves et délibérées de l'espace aérien cubain perpétrées par cette organisation entre 1994 et 1996, en violation flagrante des lois internationales et de la législation des États-Unis.

Pas un mot non plus sur les mises en garde publiques et officielles émises par les autorités cubaines concernant l'inadmissibilité de telles violations de son espace aérien, et des messages d'alerte transmis directement au président des États-Unis sur la gravité et les possibles conséquences de ces transgressions.



La réponse de Cuba à la violation de son espace aérien a constitué un acte de légitime défense, parfaitement conforme à la Charte des Nations unies, à la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale de 1944, et aux principes de souveraineté aérienne et de proportionnalité.



Des milliers de Cubains se rassemblent sur la Tribune anti-impérialiste José Martí pour manifester leur soutien à Raul Castro et à la Révolution cubaine, le 22 mai 2026.

Les États-Unis, qui ont été victimes de l'utilisation de l'aviation civile à des fins terroristes, ne permettent pas et ni ne permettraient une violation hostile et provocatrice par des aéronefs étrangers sur leur territoire, et agiraient, comme ils l'ont démontré, par l'usage de la force.

L'inaction du gouvernement des États-Unis face aux alertes transmises alors par Cuba a mis en évidence leur complicité avec la planification et l'exécution, depuis leur territoire, d'actions violentes, illégales et à caractère terroriste contre le gouvernement et le peuple cubains, une pratique récurrente et systématique depuis le triomphe de la Révolution jusqu'à nos jours.

Il est tout à fait cynique que cette accusation puisse émaner du même gouvernement qui a tué près de 200 personnes et détruit 57 navires dans les eaux internationales des Caraïbes et du Pacifique, loin de son territoire, en utilisant une force militaire disproportionnée, prétextant une lutte supposée contre des opérations de narcotrafic jamais prouvées, ce qui est qualifié de crimes d'exécutions extrajudiciaires, conformément au droit international, et d'assassinats, selon les propres lois des États-Unis.

Cette accusation fallacieuse contre le leader de la Révolution cubaine s'ajoute aux tentatives désespérées des éléments anti-cubains pour construire un récit frauduleux dans leur effort pour justifier le châtement collectif et impitoyable qui est imposé au noble peuple cubain, à travers le renforcement des mesures coercitives unilatérales, y compris le blocus énergétique injuste et génocidaire et les menaces d'agression armée.

Cuba réaffirme son attachement à la paix et sa ferme détermination à exercer son droit inaliénable de légitime défense, reconnu par la Charte des Nations unies.

Le peuple cubain réaffirme sa décision inébranlable de défendre la Patrie et sa Révolution socialiste et, avec la plus grande force et la plus grande fermeté, son soutien inconditionnel et invariable au général d'armée Raul Castro Ruz, leader de la Révolution cubaine.

La Patrie ou la mort, Nous vaincrons !

*La Havane, le 20 mai 2026*

*« Année du centenaire du Commandant en chef Fidel Castro Ruz »*





Rassemblement à la Tribune anti-impérialiste José Martí, le 22 mai 2026

(Photos: Cubadebate)



## Le président cubain dénonce les manoeuvres politiques des États-Unis pour justifier une agression militaire contre Cuba



Le président Miguel Diaz-Canel Bermudez et d'autres dirigeants cubains à la Tribune anti-impérialiste José Martí, le 22 mai 2026.

*Le 20 mai, le président cubain Miguel Diaz-Canel Bermudez a publié le message suivant sur son compte X.*

La prétendue accusation portée contre le général d'armée Raul Castro Ruz, que le gouvernement des États-Unis vient de rendre publique, ne fait que mettre en évidence l'arrogance et la frustration que suscitent, chez les représentants de l'empire, la fermeté inébranlable de la Révolution cubaine ainsi que l'unité et la force morale de ses dirigeants.

Il s'agit d'une action politique, sans aucun fondement juridique, qui ne vise qu'à grossir le dossier qu'ils fabriquent pour justifier l'absurdité d'une agression militaire contre #Cuba.

Les États-Unis mentent et manipulent les événements entourant la destruction des avions appartenant à l'organisation narcoterroriste « Frères du Secours » en 1996.

Ils savent pertinemment, car les preuves documentaires abondent, qu'il n'y a eu ni imprudence ni violation du droit international, contrairement à ce que font les forces militaires étasuniennes, qui, dans les Caraïbes et le Pacifique, commettent des exécutions extrajudiciaires froidement calculées et publiquement médiatisées de navires civils.

Le 24 février 1996, Cuba a agi en légitime défense, dans ses eaux territoriales, après des violations successives et dangereuses de notre espace aérien par des terroristes notoires, dont l'administration étasunienne en place avait été avertie à plus d'une dizaine de reprises, mais qui a ignoré ces avertissements et permis ces violations.

La hauteur éthique et le sens humaniste de son oeuvre détruisent toute calomnie que l'on tenterait de porter contre le général d'armée Raul Castro. En tant que chef de guérilla et homme d'État, il a gagné l'amour de son peuple, auquel s'ajoutent le respect et l'admiration des autres dirigeants de la région et du monde. Ces valeurs constituent sa meilleure défense et un bouclier moral contre la tentative ridicule de porter atteinte à son statut de héros.

Aujourd'hui, ils affirment cyniquement qu'il n'y a pas d'embargo pétrolier contre #Cuba, que tout ce que subit notre peuple est de la faute du gouvernement cubain.

Ils mentent sans cesse, sans aucune pudeur, avec un culot alarmant, sans présenter la moindre preuve à l'appui de leurs affirmations.

La faute incombe à ceux qui ordonnent de fermer tous les accès aux ressources matérielles et financières.

Ou bien l'ordre exécutif du 29 janvier 2026, qui impose des droits de douane démesurés à tout pays fournissant du carburant à Cuba, a-t-il été suspendu ?

Comment comprendre alors que le département du Trésor continue de restreindre les livraisons de carburant à Cuba dans ses mises à jour systématiques ?

Seuls des esprits très tordus pourraient nier devant le monde entier cette punition collective qui s'exerce contre tout un peuple et qui se transforme déjà en acte de génocide.

C'est la pratique de cet empire que de déclencher des guerres et d'exterminer des peuples sur la base du mensonge.

Ce sont des actes, et non des paroles, que Cuba et le monde réclament.

Lever le #Blocus et nous verrons bien comment les choses se passeront. »



Le 19 mai 2026, alors que Cuba commémore l'anniversaire de la mort de José Martí, des représentants provinciaux remettent plus de 6,2 millions de formulaires signés dans le cadre du mouvement « Ma signature pour la Patrie » au premier secrétaire du Comité central du Parti communiste et président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez.

(Photos: Cubadebate, Granma)



## L'Union des jeunes communistes appelle à une journée en l'honneur des 95 ans de Raul



Le 20 mai, l'Union des jeunes communistes de Cuba a lancé un appel invitant tout le monde à participer à une journée de célébration : « Le 3 juin prochain, nous fêterons le 95e anniversaire du général d'armée Raul Castro Ruz. Nous le ferons en entourant de notre affection collective un homme dont le coeur bat pour cette terre et qui a la loyauté pour principe de vie. »

Sur sa page Facebook, le Bureau national de l'Union des jeunes communistes (UJC) a appelé le

peuple à contribuer à « apporter amour et respect, du quartier à l'école, de l'université à la tranchée, en multipliant chaque message, chaque poème, chaque chanson, chaque histoire, en hommage sincère à la sensibilité humaine de celui qui a su pleurer sans honte le départ de Vilma, qui a mené la mise à jour du modèle économique sans jamais renoncer à la justice sociale, qui a toujours oeuvré pour la paix. Quelle meilleure leçon pour nous, qui héritons d'un pays qui ne se rend pas, que ce mélange de fermeté et d'humanité ? »

L'appel ajoute : « À l'occasion du centenaire de Fidel, son frère d'âme et de combat, nous comprenons que la grandeur ne s'hérite pas, elle se cultive par l'exemple. Et Raul a semé chaque jour cette fidélité qui ne plie ni devant la fatigue ni devant les difficultés. C'est pourquoi nous l'aimons comme le patriote inébranlable qui nous apprend à défendre la Révolution, avec tendresse et avec fusil, avec étude et avec intelligence, la tête haute et la main tendue. »

Le mouvement encourage également la créativité des pionniers, des adolescents et des jeunes, afin qu'ils puissent exprimer, par toutes les initiatives possibles, leur admiration et leur affection pour un homme exceptionnel comme Raul.

L'appel à l'action ajoute : « Que le 3 juin nous trouve guidés par la mémoire de Fidel et portés par la présence de Raul. Car les nouvelles générations ne viennent pas répéter des slogans : elles viennent prouver que la loyauté se traduit en actes. Et agir, c'est défendre ce qui a été construit, transformer ce qui dysfonctionne et multiplier l'amour que nous portons à cet homme qui, le pied à l'étrier, continue de nous dire : 'Oui, ce fut possible, oui, c'est possible et oui, ce sera possible.'

« Allez, Cuba ! Que ce 95e anniversaire soit une immense étreinte pour un ami très cher et un leader à toute épreuve. Raul, c'est Raul ! »



---

## **La souveraineté au banc des accusés : les accusations mensongères de Washington contre Raul Castro et la criminalisation du droit de Cuba à la légitime défense**

**– Isaac Saney –**

La récente décision du département de la Justice des États-Unis de mettre en accusation Raul Castro pour la destruction en vol d'un avion appartenant à l'organisation « Hermanos al Rescate » en 1996 n'est pas un acte de justice. Il s'agit d'une manœuvre foncièrement politique de Washington pour intensifier la campagne qu'elle mène depuis des décennies contre la Révolution cubaine et d'une tentative de réviser l'histoire de l'agression des États-Unis contre Cuba.

Les accusations sont sans fondement, historiquement malhonnêtes et dangereuses. Plus troublant encore, l'acte d'accusation légitime implicitement les actions hostiles lancées contre Cuba depuis le territoire étasunien tout en refusant à Cuba le droit souverain élémentaire à la défense légitime tel que reconnu par le droit international.

Depuis le triomphe de la Révolution en 1959, les États-Unis mènent une guerre sans merci contre le peuple cubain. Cette guerre a pris de nombreuses formes : invasion, sabotage, guerre biologique, tentatives d'assassinat, étranglement économique et attentats terroristes. Bon nombre de ces opérations ont été organisées et financées depuis le sol des États-Unis ou tolérées par les États-Unis. Le bilan humain est dévastateur. Au moins 3478 Cubains ont été tués et 2099 autres blessés à la suite de ces actes de terrorisme et d'agression.

Parmi les victimes figurait Fabio Di Celmo, un jeune Montréalais d'origine italienne tué lors des attentats à la bombe contre des hôtels à La Havane en 1997, orchestrés par des terroristes anticubains liés à des réseaux opérant depuis les États-Unis. Pourtant, les architectes et les financiers de ces crimes ont bénéficié d'une protection à Miami tandis que Washington faisait la leçon à Cuba sur le « terrorisme ».

L'exemple le plus notoire est peut-être l'horrible attentat terroriste du 6 octobre 1976 contre le vol 455 de Cubana. Dans l'hémisphère occidental, il s'agit du premier et du seul attentat à la bombe contre un avion de ligne civil en plein vol. Cet acte odieux, qui a causé la mort des 73 passagers et membres d'équipage à bord, reste l'un des exemples les plus notoires du terrorisme anticubain perpétré par des contre-révolutionnaires violents. L'explosion du vol 455 a été orchestrée par les terroristes anticubains Orlando Bosch et Luis Posada Carriles, qui entretenaient tous deux des liens de longue date avec les services de renseignement des États-Unis.

L'inculpation de Raul Castro doit donc être comprise dans ce contexte historique et politique plus large. L'objectif n'est pas de rendre justice aux victimes, c'est de criminaliser la souveraineté cubaine.

Le gouvernement et les médias étasuniens continuent de présenter Hermanos al Rescate comme des acteurs humanitaires innocents menant des missions pacifiques. Mais même à l'époque, nombre d'observateurs ont rejeté ce récit simpliste. Mark Entwistle, qui était ambassadeur du Canada à Cuba lors de l'événement de 1996, a noté que l'organisation avait violé à plusieurs reprises l'espace aérien cubain, survolant La Havane à basse altitude et larguant de la propagande antigouvernementale. Il a en outre replacé l'événement dans le contexte plus large des organisations violentes d'exilés anticubains telles qu'Alpha 66 et Omega 7, des groupes largement associés à la violence terroriste contre Cuba.

Entre 1994 et 1996, les autorités cubaines ont recensé plus de 25 violations graves de l'espace aérien cubain par le groupe Hermanos al Rescate. Chaque violation a été officiellement signalée au département d'État étasunien, à la Federal Aviation Administration (FAA) et à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Les responsables cubains ont demandé à plusieurs reprises à Washington de révoquer les permis des pilotes, de confisquer les avions et de mettre fin aux vols illégaux au départ du territoire des États-Unis. Ces appels ont été ignorés.

Les provocations n'ont cessé de s'intensifier. Le 13 juillet 1995, des avions ont pénétré dans l'espace aérien réglementé au nord de La Havane et ont largué des tracts de propagande. Les 9 et 13 janvier 1996, des avions ont de nouveau violé l'espace aérien cubain et déversé du matériel subversif le long de la côte. Cuba a publiquement averti que tout aéronef non autorisé pénétrant dans son espace aérien souverain serait intercepté et, si nécessaire, neutralisé. La note diplomatique 45 transmettant cet avertissement a été officiellement remise aux États-Unis le 16 janvier 1996.

Washington ne peut donc pas prétendre ne pas connaître ces faits.

Des preuves ont d'ailleurs permis d'établir par la suite que les responsables étasuniens comprenaient



parfaitement qu'une confrontation meurtrière était probable. Les enquêtes menées par l'I TEAM de CBS4 Miami ont mis au jour des documents classifiés démontrant que de hauts responsables étasuniens savaient qu'une attaque était « possible », voire « probable ». Pourtant, les autorités ont tout de même approuvé des plans de vol qu'elles savaient faux, n'ont pas saisi les avions et ont refusé de poursuivre les violations répétées du droit cubain et du droit international.

En vertu du droit international, Cuba avait le droit de défendre son espace aérien et son intégrité territoriale. L'article 51 de la *Charte des Nations unies* reconnaît le droit inhérent des États à la légitime défense. Le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale reconnaît de même que les aéronefs utilisés à des fins incompatibles avec leur statut civil perdent les protections habituellement accordées à l'aviation civile.

Les vols en question n'étaient pas de simples déviations innocentes et accidentelles d'une trajectoire. Les autorités cubaines ont fait valoir – en s'appuyant sur des preuves considérables – que ces vols s'inscrivaient dans une campagne de provocation soutenue comprenant des opérations de propagande, d'espionnage et de préparation d'actes de sabotage. Cuba a également soutenu que les avions avaient été abattus dans l'espace aérien et les eaux territoriales cubains, en présentant des données radar, des transcriptions et des coordonnées à l'ONU et à l'OACI.

De sérieuses questions ont également été soulevées concernant la manière dont les États-Unis ont traité les preuves. La station radar navale de Key West aurait effacé ses enregistrements seulement quinze jours après l'événement. Les États-Unis ont dissimulé aux enquêteurs certaines parties des enregistrements audio, omettant des segments cruciaux de six minutes relatifs à la localisation et aux mouvements des avions. Les témoignages utilisés dans les reconstitutions officielles ont eux-mêmes été contestés et, dans certains cas, n'ont jamais été vérifiés de manière indépendante.

Ce ne sont guère là les fondements d'une poursuite pénale crédible trente ans plus tard.

L'acte d'accusation reflète plutôt l'intensification des manoeuvres visant l'objectif ouvertement déclaré de l'administration Trump : un changement de régime à Cuba. À la suite de la campagne de pression menée par Washington contre Nicolas Maduro au Venezuela, le président Donald Trump a fait la déclaration sinistre que « Cuba serait la prochaine ». Les accusations portées contre Raul Castro ne sont donc pas de simples poursuites judiciaires rétrospectives; ce sont des instruments de guerre géopolitique.

Comme on pouvait s'y attendre, les Cubains ordinaires ont vu l'acte d'accusation tel qu'il est. Rosmery Peña, conseillère juridique à la retraite, a défendu les actions de Cuba, affirmant clairement que si l'espace aérien cubain était violé, le pays avait tout à fait le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher de nouvelles incursions. René Sierra, ouvrier du bâtiment, a déclaré que les Cubains résisteraient à toute agression extérieure, tandis qu'Agustín Sanabria, ancien fonctionnaire du ministère de la Justice, a rejeté l'idée fantaisiste que Cuba pourrait être déstabilisée par des campagnes de pression orchestrées de l'extérieur. Ces réactions reflètent une mémoire historique plus profonde, forgée par des décennies de résistance à l'hostilité des États-Unis.

L'accusation de Washington révèle également un double poids, deux mesures flagrantes. Les États-Unis ont maintes fois revendiqué pour eux-mêmes une doctrine expansive de légitime défense, justifiant des interventions militaires, des frappes de drones, des assassinats et des invasions partout dans le monde au nom de la protection de leur sécurité nationale. Pourtant, lorsque Cuba agit pour défendre sa propre souveraineté contre les provocations répétées lancées depuis le territoire étasunien, elle est qualifiée de criminelle. Ce geste n'est pas fortuit. Il suit la présomption impérialiste que seuls les États-Unis ont des intérêts légitimes en matière de sécurité et que les nations qui résistent à la domination étasunienne ne peuvent jamais prétendre aux droits accordés aux États souverains en vertu du droit international.

La campagne contre Cuba n'a jamais fondamentalement porté sur la démocratie ou les droits humains. Elle a toujours visé à punir une petite nation pour avoir affirmé son indépendance, rejeté la domination étasunienne et poursuivi un projet social alternatif ancré dans la justice sociale, la solidarité internationale et l'anti-impérialisme.

L'inculpation de Raul Castro n'est donc pas simplement une attaque contre un individu. C'est une tentative de délégitimer le droit de Cuba d'exister en tant que nation souveraine capable de se défendre contre l'agression.

Loin de faire avancer la justice, ces accusations normalisent le terrorisme et la déstabilisation mêmes que Cuba subit depuis plus de six décennies. Elles signalent aux réseaux anti-cubains violents que les actes hostiles lancés depuis le sol des États-Unis peuvent se poursuivre avec la protection politique de Washington.

L'histoire, cependant, ne validera pas ce dernier acte de coercition. La Révolution cubaine a survécu à l'invasion, au sabotage, aux complots d'assassinat, au blocus économique et au terrorisme. Elle a perduré parce que des millions de Cubains comprennent que derrière chaque campagne étasunienne se cache le même objectif immuable : la destruction de l'indépendance cubaine elle-même.

*Isaac Saney est professeur et spécialiste des études sur Cuba et des études afro-cubaines au sein du département d'études sur la diaspora africaine et d'histoire de l'université Dalhousie, à Halifax, au Canada. Il est également membre du comité exécutif du Réseau canadien pour Cuba.*



---

## **Les conséquences brutales du blocus pétrolier des États-Unis**

Le 18 mai, avant l'annonce de la mise en accusation sans fondement du général d'armée Raul Castro, le ministre cubain des Relations extérieures et membre du Bureau politique, Bruno Rodriguez, a affirmé que Cuba ne menace personne et ne souhaite pas la guerre. Cuba « défend la paix et est prête à faire face à l'agression extérieure dans l'exercice de son droit à la légitime défense, reconnu par la Charte des Nations unies », a-t-il dit, ajoutant que « sans aucune excuse légitime, le gouvernement des États-Unis monte, jour après jour, un dossier frauduleux pour justifier la guerre économique impitoyable menée contre le peuple cubain et l'éventuelle agression militaire. »

Par ailleurs, le 20 mai, Vicente de la O Levy, ministre de l'Énergie et des Mines de Cuba, a averti que le pays était à court de diesel et de mazout et que les sanctions et restrictions des États-Unis ont plongé le réseau électrique de l'île dans une situation de crise. Il a dit que Cuba ne dispose plus d'aucun stock de diesel ni de mazout et que la production nationale de gaz était très limitée. Il a qualifié la situation énergétique nationale de « critique », ajoutant que les pénuries ont entraîné des coupures de courant pouvant durer jusqu'à 20 à 22 heures dans certains quartiers de La Havane. « Si l'on additionne les différents types de carburants : le pétrole brut, le mazout, dont nous n'avons absolument rien; le diesel, dont nous n'avons absolument rien – je me répète –, la seule chose dont nous disposons est le gaz de nos puits, dont la production a augmenté », a déclaré M. de la O Levy à la télévision d'État.

Le président Diaz-Canel a déclaré que cette aggravation dramatique avait une seule cause : « le blocus énergétique génocidaire auquel les États-Unis soumettent notre pays, menaçant de droits de douane irrationnels toute nation qui nous fournit du carburant ». Diaz-Canel a expliqué que les

porte-parole du régime étasunien tentent de présenter au monde les problèmes de Cuba comme une conséquence directe de la mauvaise gestion du gouvernement cubain, alors qu'en réalité, ils sont le résultat de mesures perverses des États-Unis visant à pousser les pénuries et les difficultés de la population à des niveaux extrêmes. C'est pourquoi ils ont adopté un décret qui bloque complètement l'approvisionnement en carburant de Cuba et un autre qui persécute et sanctionne ceux qui commercent ou investissent sur l'île. Il s'agit d'un stratagème pervers dont l'objectif principal est d'infliger des souffrances à l'ensemble du peuple cubain, de le prendre en otage et de le monter contre le gouvernement, a déclaré le président. « Notre réponse reste la même : toujours ouverts au dialogue sur un pied d'égalité, nous continuerons à résister et à construire, de plus en plus convaincus qu'il nous appartient de surmonter d'énormes difficultés par nos propres efforts, unis en tant que nation et résolus à relever les défis les plus difficiles », a-t-il dit.



---

**Website: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**